

## L'EAC invite les deux Soudan à résoudre leur différend dans le cadre du CPA

PANA, 28 avril 2012 Dar es Salaam, Tanzanie – Les dirigeants de la Communauté est-africaine (EAC) ont invité samedi les présidents du Soudan du Sud, Salva Kiir, et du Soudan, Omar El-Bachir, à retourner à la table des négociations et à trouver des moyens durables de résoudre leurs différends dans le cadre de l'Accord de paix global (CPA). A l'issue de leur 10<sup>ème</sup> sommet extraordinaire à Ngurdoto Mountain Lodge, près d'Arusha, dans le nord de la Tanzanie, les chefs d'Etat de l'EAC se sont déclarés préoccupés par le conflit en cours entre le Soudan et le du Soudan du Sud et ont souligné leur détermination à résoudre les conflits dans les pays ombres de l'EAC.

Ce sommet d'une journée a passé en revue la situation sécuritaire en Afrique de l'Est et ordonné au Conseil des ministres de l'EAC d'accélérer l'examen de la demande du Soudan du Sud à se joindre à l'EAC en tant que sixième pays membre. Selon le communiqué conjoint signé par les dirigeants de l'EAC à la fin du sommet, le Conseil doit faire un compte-rendu sur les progrès de cet examen lors de son 14<sup>ème</sup> sommet ordinaire qui se tiendra en novembre prochain. Les présidents du Kenya, Mwai Kibaki, du Rwanda, Paul Kagame de la Tanzanie, Jakaya Mrisho Kikwete, de l'Ouganda, Yoweri Museveni, et le Premier vice-président du Burundi, Thérèse Sinunguruza, ont félicité le Conseil pour avoir pris l'initiative de la suppression des barrières non-tarifaires afin de renforcer la circulation des biens et de services au sein de la Communauté et a ordonné que les décisions prises à cet effet soient mises en oeuvre rapidement. M. Kibaki a présidé la réunion qui s'est tenue sur le thème "Vers une zone douanière unique" et qui a adopté, en principes, le modèle de destination de dédouanement dans le cadre duquel le recensement et la collecte des revenus est effectué au niveau du premier point d'entrée. Ces recettes seront transmises aux pays partenaires destinataires soumis à l'application des conditions préalables qui vont être élaborées par un groupe de travail spécial de haut niveau, selon le communiqué qui a ajouté que le sommet avait instruit le Conseil des ministres d'initier l'opérationnalisation du modèle de dédouanement et de faire un compte-rendu d'étape à la prochaine session ordinaire. En outre, les chefs d'Etat ont signé le Protocole de l'EAC sur la Coopération en matière de défense tout en instruisant que ce protocole soit ratifié et ses instruments de ratification déposés auprès du secrétariat général de l'EAC d'ici au 30 novembre 2012 et que les négociations sur l'accord de défense mutuel commencent juste après.